

UGE CAM BRPL
Service Achats/Marchés

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE SERVICES

ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT

Cahier des clauses particulières (CCP)

Consultation n°

351_2026









Date limite de
remise des offres

06/03/2026 à 12h00





SOMMAIRE

DÉFINITIONS.....	3
1. <i>OBJET DU CONTRAT.....</i>	<i>4</i>
1.1 <i>Description des prestations</i>	<i>4</i>
1.2 <i>Intervenants</i>	<i>5</i>
2. <i>STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT</i>	<i>5</i>
3. <i>DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</i>	<i>7</i>
4. <i>PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT</i>	<i>8</i>
4.1 <i>Prix du contrat.....</i>	<i>8</i>
4.2 <i>Conditions de paiement.....</i>	<i>8</i>
5. <i>Critères de notation</i>	<i>8</i>
6. <i>Traitement des données à caractère personnel</i>	<i>9</i>
7. <i>LITIGE ET SANCTIONS.....</i>	<i>10</i>
8. <i>FIN DU CONTRAT</i>	<i>10</i>

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	ACCOMPAGNEMENT AU CHANGEMENT
	Acheteur	UGE CAM BRPL
	Type de contrat	Marché de service
	Structure	Accord-cadre à bon de commande
	Lieu d'exécution	Selon adressage
	Délai	Selon planning
	Pénalités	Néant
	Nature des prix	DPGF

DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un marché public passé procédure adaptée (Article R. 2123-1 - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

1. OBJET DU CONTRAT

1.1 Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes:

Accompagnement au changement : « Accompagnement managérial dans la mise en place de nouvelles organisations du temps de travail, dans une démarche participative et de co-construction »

Le pouvoir adjudicateur s'engage à promouvoir et à conduire une politique d'achats écoresponsables. Afin de répondre à cet objectif, l'UGECAM Bretagne Pays de Loire est signataire de la Charte Relations Fournisseurs et Achats Responsables, dite RFAR.



■ Lieu d'exécution :

Les prestations seront à réaliser sur les différents sites de l'UGECAM BRPL. Des réunions pourront être réunies en un point central du territoire de l'UGECAM BRPL.

Objet	
1	Pôle de réadaptation LA TOURMALINE 31 boulevard Salvador Allende 44 800 SAINT HERBLAIN
2	Siège UGECAM 2 chemin du Breil 44 814 SAINT HERBLAIN
3	Pôle Gériatrique Rennais 100, avenue André Bonnin 35 135 CHANTEPIE
4	L'Escale-Thébaudais 49 boulevard Oscar Leroux 35200 RENNES
5	KORN ER HOUET Korn-Er-Houët 56 390 COLPO
6	Résidence de « KERAMPIR » Rue Park ar Roz 29 820 BOHARS
7	Pôle de Réadaptation de Cornouaille 61 rue du Tregunc 29900 CONCARNEAU
8	Les Euménides 45 boulevard Jean Sauvage 49100 ANGERS
9	L'Alouette Site de La Roche sur Yon 9 avenue Jean Etoubleau 85000 LA ROCHE SUR YON
10	L'Alouette site de Challans 3 rue des minées 85300 CHALLANS
11	L'Alouette site des Herbiers 21 rue de la Bienfaisance 85500 LES HERBIERS

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- L'offre financière
- Le CCP
- Le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;

1.2 Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **UGECAM BRPL**, représenté par Laurence BORWAEYS.

Adresse et coordonnées :

Service Achats/Marchés
UGECAM BRPL
2 chemin du Breil
BP60075
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX 1

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures (CPV 79414000-9 : Services de conseil en gestion des ressources humaines)

La finalité de l'accompagnement est de réussir la mise en œuvre du nouvel accord temps de travail en développant l'apprentissage des modes managériaux participatifs et collaboratifs.

Sur les objectifs attendus de l'accompagnement :

- Partager les repères, méthodes outils de la conduite du changement
- Repérer et anticiper les leviers et les freins du projet – adaptés au contexte du projet ATT
- Prévenir et anticiper les tensions sociales / donner les clés pour gérer les conflits
- Appréhender l'intérêt du management participatif et ses effets
- Maîtriser les méthodes de management participatif mobilisables dans le contexte du projet ATT
- Etablir un plan d'action pour le bon déploiement du projet d'ATT – intégrant la construction d'EDL partagés entre managers

Le livrable sera concrétisé, en fin d'accompagnement, par le plan d'action pour chaque manager concernant l'ATT dans son équipe.

Il est important de souligner la diversité des organisations du travail selon les établissements, du fonctionnement des CODIR, des profils de managers et des modes de management

Nombre de managers à accompagner : 70 environ (22 Cadres de santé, 29 responsables de services, 15 directeurs/directeurs adjoints/directeurs des soins)

■ **Spécificités**

- L'opportunité de constituer un groupe spécifique « présidents de Commission Médicale d'Etablissement », avec un rôle spécifique à définir sur l'ATT : organisation de l'équipe médicale, continuité d'activité...
- L'opportunité de constituer un groupe spécifique pour le groupe des directeurs, avec un rôle de soutien aux cadres de santé

L'accompagnement de ce projet revêt une dimension technique, pédagogique et managériale.

■ **Aspect technique**

Les directeurs ont été informés et consultés régulièrement des contours de la négociation.

Les cadres de santé ont été formés pour la plupart à la gestion technique des plannings.

Le cadre technique de cet ATT sera présenté au personnel par le biais d'interventions techniques dans les établissements sur le 1^{er} semestre 2026 par les équipes de la DRH en interne.

■ **Aspect pédagogique**

L'ampleur de la démarche est appréhendée par les directeurs : c'est un risque de déstabilisation dans un contexte où il est essentiel de maintenir l'activité et l'engagement des personnels.

La ligne managériale a rarement été confrontée à un accompagnement au changement de cette envergure.

■ **Aspect managérial**

L'objectif est d'apporter aux managers des outils et clés pour porter le changement auprès de leurs équipes. Être aiguillé pour donner du sens au projet, écouter les réticences et impliquer les équipes dans les futures organisations de temps de travail.

Ce peut être l'occasion pour l'UGECAM BRPL de mélanger au sein des groupes des managers de différents établissements, en veillant néanmoins à ce qu'ils partagent des d'organisations du temps de travail proches (à travailler par le pôle métier et la DRH).

Pour information, cet accompagnement au changement s'inscrit dans un projet global de déploiement d'une offre de parcours de formation managériale en cours de construction.

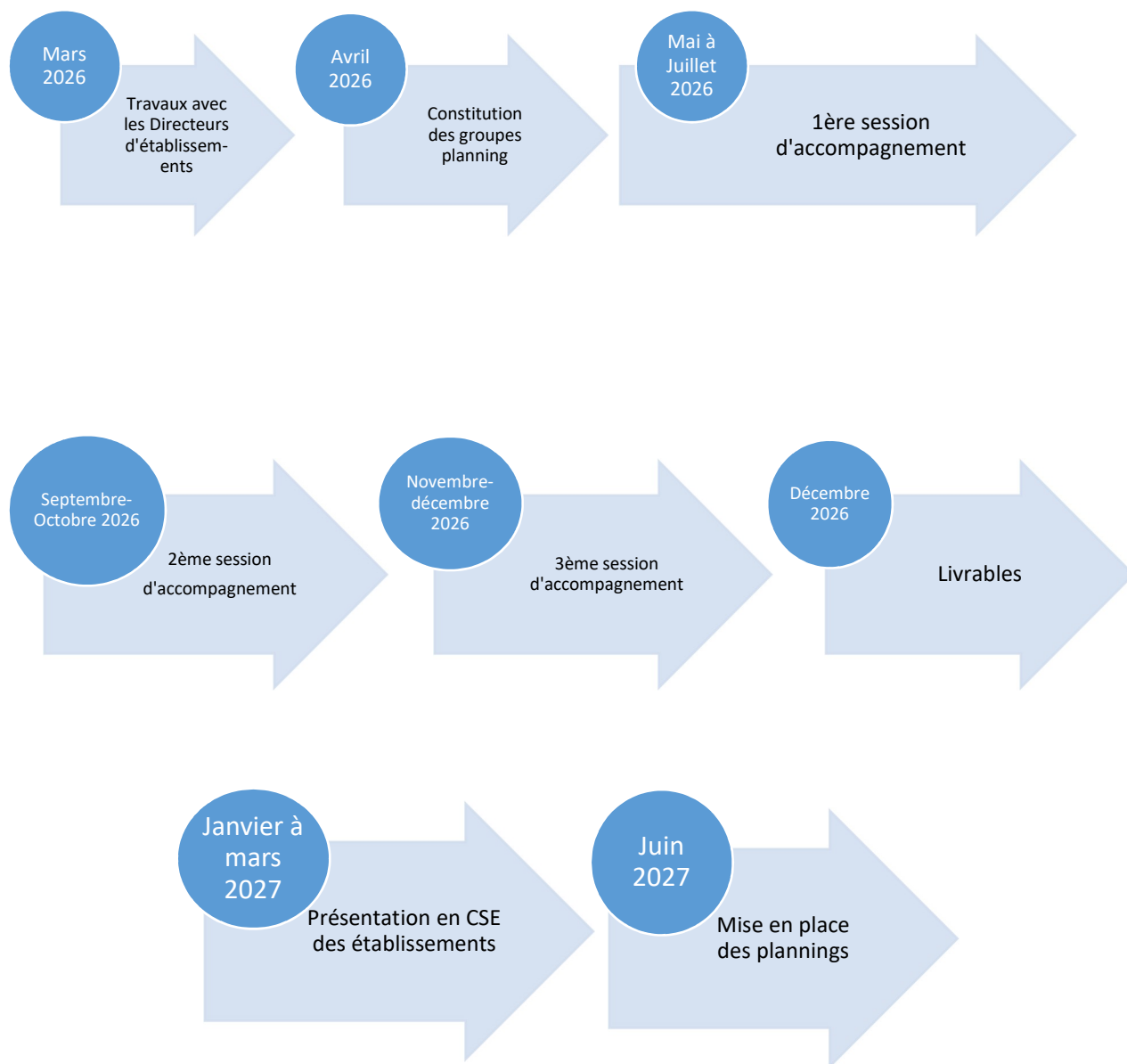
■ **Les échéances**

Un séminaire avec les directeurs d'établissement est prévu **le 26 mars** prochain : il est exclusivement dédié à l'ATT.

Il doit porter sur les premiers échanges d'expériences, propositions de déploiement. Ce sera également le lancement de l'accompagnement.

La date des livrables sous forme de nouvelles organisations, validés ou soumis valablement aux différents CSE, est fixé au **1^{er} janvier 2027 avec un déploiement en date limite au 1^{er} juin 2027.**

■ Calendrier



3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Délais d'exécution :

Le présent marché est passé pour la période allant de la signature de l'acte d'engagement au terme de l'accompagnement défini en accord avec l'établissement.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 Prix du contrat

Le futur titulaire détaillera dans son offre les différents postes d'accompagnement et ses frais annexes éventuels (déplacement...).

4.2 Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Périodicité des paiements :

Le règlement est effectué par virement administratif au compte du titulaire précisé à l'acte d'engagement, sur présentation de la facture correspondante aux prestations effectuées au cours du mois précédent.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- Le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux d'intérêt légal en vigueur

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

5. Critères de notation

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	
1.	Prix (40 %) :
2.	Valeur technique (60 %)

Chaque critère est apprécié de la façon suivante :

Descriptif
1. Prix : 40 points Prix le plus bas / prix de l'offre examinée x nombre de points
Valeur technique : 60 points selon les sous-critères suivants
Compréhension des enjeux (20 points) : <ul style="list-style-type: none">- Sa compréhension des enjeux organisationnels liés à la mise en œuvre du nouvel accord temps de travail- Sa capacité à identifier les impacts managériaux, RH- Sa prise en compte du contexte spécifique
Pertinence de la méthodologie d'accompagnement (20 points) : <ul style="list-style-type: none">- La structuration des phases d'accompagnement (diagnostic, co-construction, déploiement, évaluation)- Les outils proposés pour favoriser l'appropriation du nouvel accord- L'intégration de démarches participatives (ateliers collaboratifs, intelligence collective, co-développement, etc.)- La cohérence entre objectifs, livrables et calendrier
Développement des pratiques managériales participatives et collaboratives (20 points) : <ul style="list-style-type: none">- Les modalités pédagogiques proposées (formations, ateliers expérientiels, mises en situation, coaching collectif)- Les outils concrets transmis aux managers (animation de réunions participatives, régulation d'équipe, gestion du temps collectif, etc.)- Les dispositifs favorisant l'apprentissage par la pratique- Les modalités d'ancrage des nouvelles pratiques dans la durée

6. Traitement des données à caractère personnel

Le présent marché comporte un ou des traitements de données à caractère personnel.

1. Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants sont le(s) titulaire(s) des lots.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » RGPD), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

2. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent accord-cadre, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent accord-cadre au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations du marché et en cas de besoin avéré, l'UGECAM BRPL pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

3 – Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

7. LITIGE ET SANCTIONS

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Rennes
7 rue Pierre Abélard
CS73127
35031 Rennes Cedex
Téléphone : 0299653737
Courriel : tj2-rennes@justice.fr
Télécopie : 0223448553

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ Propriété intellectuelle :

Les prestations objet du contrat ne font appel à aucune œuvre de l'esprit particulière. Les dispositions du CCAG relatives à la propriété intellectuelle sont sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)